

Lettre ouverte au Ministre de l'Éducation nationale et au recteur de l'académie de Versailles  
copie à la DASEN de l'Essonne  
adoptée à l'unanimité des 32 enseignants présents  
soutenue par la section FO

Nous personnels du collège les Dines Chiens (Chilly Mazarin) réunis ce 16 octobre souhaitons tout d'abord rendre hommage à notre collègue Dominique Bernard, assassiné dans le cadre de ses fonctions, et apportons notre soutien à nos collègues qui ont été blessés lors de l'attaque au couteau qui est survenue à Arras vendredi dernier.

Nous constatons malheureusement que depuis l'assassinat de notre autre collègue, Samuel Paty, il y a 3 ans, rien n'a été mis en place pour nous protéger.

Nous refusons d'oublier ceux qui sont morts parce qu'ils étaient professeurs : Agnès Lassalle (2023), Samuel Paty (2020), Christine Renon (2019), Jean Willot (2019) et tant d'autres... Nous souhaitons pouvoir exercer nos métiers dans des conditions sereines, sans avoir la peur au ventre et sans subir des pressions qui amènent à des actes irréversibles.

En 2023, dans l'École de la République, lorsque nous sommes attaqués physiquement ou verbalement par des élèves ou des parents, on nous demande systématiquement de nous justifier. Nous sommes plusieurs à avoir vu une demande de protection fonctionnelle refusée par le rectorat de Versailles ou encore en attente après des semaines, suite à des menaces de parents d'élève.

Dans la lignée des politiques menées par ses prédécesseurs, le Ministre Attal continue de nous mettre en première ligne en nous rendant responsables de tout un tas de sujets sensibles (remplacement de nos collègues, harcèlement, abayas...etc). Il continue également de supprimer des postes et ne répond en rien à nos appels à l'aide. Pire, le mépris dont le gouvernement fait preuve à notre égard nous fragilise.

Résultat, nous sommes de moins en moins nombreux pour gérer de plus en plus d'élèves. Certaines situations deviennent donc explosives par manque de temps ou par manque de personnels pour les désamorcer.

Nous n'acceptons plus que notre employeur nous expose sans cesse aux risques. Le ministre doit répondre immédiatement à nos revendications afin que ces drames ne se reproduisent plus. Nous exigeons :

- **le recrutement de tous les personnels nécessaires à l'encadrement des élèves,**
- **l'appui inconditionnel de notre hiérarchie quand un parent d'élève ou un élève nous menace ou tient des propos agressifs,**
- **l'appui inconditionnel de notre rectorat notamment lorsqu'une protection fonctionnelle est demandée ou qu'un droit de retrait est exercé.**

**C'est cela la protection des personnels, ce n'est pas quand il est trop tard qu'il faut agir !**

